

Nanterre, le 11 janvier 2012

0921204 J
SDRH SDO 2012

CONTRAT DE TRAVAIL

Entre le Chef d'Etablissement,
Présidente de l'Université Paris Ovest Nanterre La Défense
D'une part
Et
Mademoiselle DI BERNARDINO Elena
D'autre part

- Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 123-5 et L. 711-1 ;
- Vu le code de la recherche, notamment son article L. 412-2 ;
- Vu la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982, d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France et notamment son article 23 ;
- Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, et notamment son article 4 alinéa 2 ;
- Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié par le décret n° 88-585 du 6 mai 1988 relatif aux personnes non-titulaires de l'Etat ;
- Vu la convention ANR 08 BLAN 0314 02
- Vu la proposition de Monsieur SOULIER Philippe ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Mademoiselle DI BERNARDINO Elena est recrutée à 100 % du 1^{er} janvier 2012 au 30 juin 2012 en qualité de Doctorante au sein de l'UFR SEGMI. Mademoiselle DI BERNARDINO Elena est recrutée sous réserve qu'elle remplisse les conditions de recrutement. Si l'une des conditions n'est pas remplie, la Présidente de l'Université mettra immédiatement fin au présent contrat.

Article 2 : Le titulaire du contrat est soumis aux règles internes en vigueur dans le centre où il effectue ses travaux de recherches, y compris en matière de brevets d'invention.

Le titulaire du présent contrat s'engage sur l'honneur à ne pas divulguer les travaux de recherches, les méthodologies et les résultats et à en préserver la confidentialité.

Le titulaire du présent contrat publie ses travaux au nom du laboratoire de recherche. Il s'engage en outre à associer l'équipe d'accueil sur ses publications futures concernant le sujet traité durant la période mentionnée ci-dessus et cela sur une durée d'au moins deux ans après la fin du contrat.

En cas de non-respect de ces obligations, le chef d'établissement peut mettre fin au présent contrat sur proposition du Directeur du Laboratoire.

Mademoiselle DI BERNARDINO Elena

Article 3 : Les sanctions disciplinaires susceptibles d'être appliquées sont les suivantes : l'avertissement, le blâme, l'exclusion temporaire de fonctions avec retenue de traitement pour une durée maximale d'un mois, le licenciement sans préavis ni indemnité de licenciement.

L'intéressé(e) à l'encontre duquel une sanction disciplinaire est envisagée, est informé(e) de son droit à la communication de l'intégralité de son dossier, de tous les documents annexes et à se faire assister lors de cette communication par les personnes de son choix.

Article 4 : Pendant la durée du présent contrat, l'intéressé(e) percevra une rémunération mensuelle brute de **2212,90 €**. Cette rémunération donne lieu à précompte des cotisations du régime général de sécurité sociale et de l'IRCANTEC mises à la charge du bénéficiaire.

Article 5 : Pendant la durée du contrat, l'intéressé(e) bénéficie des prestations du régime général de la sécurité sociale : assurances sociales, allocations familiales, accidents du travail et maladies professionnelles.

Article 6 : Les congés annuels seront pris suivant les conditions du centre de recherche dans lequel l'intéressé(e) exerce son activité mais le seront toujours pendant la durée du contrat.

Article 7 : L'intéressé(e) bénéficie, sur présentation d'un certificat médical, pendant une période de douze mois consécutifs, de congé maladie dans les limites suivantes : un mois à plein traitement puis un mois à demi-traitement après quatre mois de fonctions ; deux mois à plein traitement puis deux mois à demi-traitement après deux ans de fonctions.

L'intéressé(e) bénéficie en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle, d'un congé pendant toute la période d'incapacité de travail. Le versement de la rémunération est dans ce cas, maintenu pendant un mois dès l'entrée en fonction et pendant deux mois après deux ans de fonction.

L'intéressé(e) a droit, après six mois de fonctions, à un congé de maternité ou d'adoption rémunéré. Pendant toute la durée de ce congé, il perçoit son plein traitement.

Article 8 : Le présent contrat ne constitue aucun engagement de la part de l'Etat de recruter l'intéressé(e) parmi son personnel soit comme titulaire, soit comme agent sur contrat.

Article 9 : L'intéressé(e) est engagé pour exécuter un acte déterminé et ne peut prétendre aux dispositions prévues par le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 qui ne figureraient pas dans le présent contrat.

Article 10 : Au terme du contrat, l'intéressé(e) cessera son activité sans que l'établissement ait à lui signifier un préavis.

Il ne pourra pas prétendre à une indemnité de fin de contrat destinée à compenser la précarité de sa situation.

Article 11 : La dépense sera imputée sur les crédits ouverts au centre de coûts : **RFON2_00AR18_ECOX_09**. Le titulaire du présent contrat est affecté à l'UFR SEGMI.

Signature du cocontractant,
Précédée de la mention :
« lu et approuvé »

Lu et approuvé

Elena Di Bernardino

23/01/2012

Pour la Présidente et par délégation,
Le Directeur Général des Services,



Didier RAYMOND